

## La révolution ambiguë

### L'après-nimeirisme au Soudan

**L**E calendrier des événements menant à la révolution soudanaise du 6 avril 1985 est symptomatique du poids relatif des divers éléments de la crise où le pays se trouvait plongé depuis quatre ans.

En janvier 1985, l'USAID chiffre le déficit alimentaire à 934 000 t, après avoir pris en compte les engagements d'aide déjà existants. La « famine secrète » se trouve ainsi officialisée. En décembre 1984, le gouvernement avait admis un manque « possible » de 288 000 t. Les réactions sont limitées aux milieux de l'aide internationale.

Le 18 janvier 1985, Mahmoud Mohamed Taha, le « Gandhi soudanais », est pendu pour « hérésie ». Son crime : avoir, au nom d'une interprétation libérale de l'Islam, critiqué le fondamentalisme d'État du président Nimeiry. Nombreuses protestations internationales.

En février, le camp d'El Muellieh, où quarante mille personnes venues du Kordofan agonisent aux portes de la capitale, est évacué *manu militari*. Médecins sans frontières s'élève contre les déportations.

Le 3 mars 1985, le président Nimeiry proclame un cessez-le-feu unilatéral dans les violents combats qui opposent au Sud les troupes de l'armée soudanaise aux guérilleros du SPLM (Sudan Peoples Liberation Movement). Peu de réactions.

Le lendemain, le vice-président George Bush arrive à Khartoum où il confirme la reprise de l'aide américaine un moment interrompue. Chiffrée à 241,1 millions de dollars pour l'année

fiscale 1984 (dont 45 millions d'aide militaire), cette aide est vitale pour le régime. Le vice-président Bush est bien accueilli.

Le 10 mars, Hassan-al-Tourabi, conseiller du président Nimeiry et chef des Frères musulmans, est arrêté. Cette soudaine rupture du chef de l'État avec ses alliés fondamentalistes n'entraîne aucun heurt.

Entre le 12 et le 25 mai, pour se conformer aux « suggestions » du Fonds monétaire international qui a suspendu son aide au Soudan, le gouvernement Nimeiry supprime les subventions qui maintenaient à un niveau raisonnable les prix de plusieurs denrées de première nécessité : le sucre, le pain et l'essence augmentent de 40 à 80 %. Les 27 et 28 mars, la capitale gronde sous l'émeute. Le 4 avril, la grève générale est décrétée par regroupement semi-clandestin d'associations professionnelles. Le 6 avril, pour prévenir un éventuel « putsch des capitaines », les officiers supérieurs de l'État-Major, dirigés par leur chef, le général Swar-el-Dahab, s'emparent du pouvoir.

Cette présentation, sous une forme légèrement caricaturale, dégage cependant un certain nombre de traits fondamentaux : la multipolarité d'abord : la crise soudanaise est à la fois économique, écologique, politique, religieuse, internationale, militaire et culturelle. Ces divers aspects se renforcent mutuellement selon des schémas complexes. La progressivité ensuite : la détérioration de la situation, lente au début, date de l'échec de la politique de « Réconciliation nationale » en 1977-1978. Mais il fallut attendre la redivision du Sud en 1982 et la proclamation de la *sharia* (fondement « islamique » du droit) en 1983 pour en arriver à une situation de crise ouverte. Parvenue à ce point, la vitesse de dégradation du climat politique et économique ne cessa d'aller en s'accélégrant. Finalement, une sorte de hiérarchie des causes apparaît : au substrat profond de la crise Nord/Sud et de la catastrophe économique et financière se superpose un tourbillon politique habituel à Khartoum. Mais le catalyseur final, c'est le niveau de vie de la population des « trois cités » (Khartoum, Omdurman et Khartoum-North qui forment ensemble une conurbation de 3 millions d'âmes) et le rôle de « déclencheur » du FMI dans ce que l'on appela à tort « les émeutes de la faim » (les affamés, à 20 km de là, mouraient en silence) s'avéra essentiel.

Tournons-nous donc d'abord vers la situation économique, et surtout vers sa perception subjective par les populations urbaines. Depuis dix ans, la base financière de l'économie soudanaise, l'exportation cotonnière, s'était réduite de 50 %. Par ailleurs,

emportés par le mirage du « grenier du monde arabe », les bailleurs de fonds occidentaux et pétro-arabes ne cessaient de prêter au régime « fort » de Khartoum. Celui-ci investissait l'aide dans d'énormes « éléphants blancs », telle la sucrerie de Kenana (coût : un milliard de dollars), dans un soutien artificiel aux prix alimentaires pour pallier une agriculture déficiente, et dissipait le reste dans des opérations de pseudo-développement qui camouflaient — mal — une réelle corruption. Pendant ce temps, l'agriculture était négligée et les transports — absolument vitaux dans ce pays de deux millions et demi de km<sup>2</sup> — laissés à eux-mêmes, en partie parce que les syndicats (dockers, employés du chemin de fer) étaient influencés par les communistes et qu'il était plus facile de les laisser périr d'inanition financière que de les écraser politiquement. En quinze ans, la dette avait atteint le niveau le plus élevé de tout le continent africain (onze milliards de dollars) et son service représentait 1,25 milliard de dollars par an, soit 153 % de la valeur des exportations.

Par ailleurs, le poste extrêmement important des rentrées de devises envoyées par les Soudanais travaillant dans les pays du golfe Persique n'avait cessé de diminuer au fur et à mesure de l'irréalité croissante des taux de change imposés par la Banque centrale. Estimées à 1,5 milliard de dollars en 1975, ces rentrées étaient tombées à 49 millions en 1983. Cette baisse avait durement touché la petite bourgeoisie urbaine, principale pourvoyeuse de travailleurs émigrés. Pris à la gorge, le régime Nimeiry avait été contraint à une dévaluation de 48 %, le 11 février 1985. Cela avait renchéri d'autant la facture pétrolière, principal poste des importations. A la veille de la révolution, le Soudan ne roulait plus que grâce à la charité saoudienne. Des queues de vingt à trente heures, rassemblant des milliers de voitures, étaient un spectacle courant dans les rues de Khartoum.

Face à cette détérioration massive, le régime ne tenait plus que sous la double perfusion du FMI et de l'aide américaine. Les États-Unis apportaient au Soudan un volume d'aide qui, sur le continent africain, ne le cédait qu'à celui offert à l'Égypte. Les raisons en étaient les mêmes, purement géo-stratégiques. Le Soudan, « profondeur stratégique de l'Égypte », ainsi que le déclarera le Premier ministre Kamal Hassan Ali, le 8 avril, était vu par Washington comme un bastion occidental entre la Libye déstabilisatrice et l'Éthiopie soviétisée. Les prévisions pour l'année fiscale 1985 étaient de 272 millions de dollars (dont 69 au titre du Military Aid Program) auxquels venaient s'ajouter 30 millions de dollars d'aide alimentaire d'urgence et 62 millions d'aide pétrolière. Ces chiffres considérables montrent bien le prix attaché par Washington à l'alliance soudanaise (à titre de comparaison, en 1984, le Maroc recevait 138 millions de dollars et le Zaïre, 67 millions).

En outre, les États-Unis pesaient de tout leur poids dans les instances internationales (FMI, Banque mondiale, UNHCR, UNICEF, etc.) pour renforcer l'aide multilatérale destinée au régime de Khartoum. Ce sont eux qui avaient été à l'origine du « Plan de relance » du FMI qui devait apporter 1,5 milliard de dollars d'argent frais au Soudan. Mais le non-respect du rythme de remboursement des prêts ordinaires allait faire échouer cette entreprise. En juin 1984, alors que l'arriéré atteignait 127 millions de dollars, le FMI bloquait la dernière tranche de 90 millions de dollars de DTS et celle-ci est restée suspendue depuis.

C'est cette détérioration de l'économie monétaire « moderne », plus que la famine massive des zones rurales, qui allait conduire le mouvement d'opposition à agir. La famine dans les campagnes, très réelle surtout au Kordofan et au Darfour, touchait principalement les très pauvres, nomades ou paysans sans terre. Les autres étaient affectés, mais parvenaient à survivre, surtout avec l'aide américaine (USAID et CARE) qui s'était mise en place au début de 1985. Exacerbation des inégalités sociales — l'inégalité devant la mort étant plus forte encore que devant la vie — la famine était subie comme une calamité divine plus que comme un fait humain. Le début 1985 avait vu des migrations massives. Près de deux millions de personnes déplacées erraient dans le pays. On estimait le nombre des réfugiés intérieurs à :

60 000 à Omdurman  
 360 000 dans la Gezira, à Rahad  
 425 000 au Kordofan  
 315 000 au Darfour  
 320 000 dans la province du Nil Bleu  
 130 000 au Nord (Shendi/Méroë/Atbata)

Par ailleurs, plus d'un million de réfugiés « extérieurs » se pressaient dans le pays : 766 000 Éthiopiens, 121 000 Tchadiens, 150 000 Ougandais. Les deux premiers groupes grossissaient à vue d'œil : début 1985, on comptait environ 3 000 personnes par jour franchissant la frontière éthiopienne et environ 2 700 en provenance du Tchad dans la région d'El Geneina. Toutes ces masses misérables ne menaçaient en rien le désordre établi et, de ce point de vue, l'excellente saison des pluies 1985 a bien plus amélioré la situation que la révolution d'avril.

En ce qui concerne l'aide alimentaire, le goulot d'étranglement, au-delà des quais de Port-Soudan, venait du manque de camions et du délabrement de l'infrastructure ferroviaire : 40 000 t de vivres par semaine arrivaient à Port-Soudan, 20 000 en repartaient par la route sur Kostî et, de là, à peine plus de 2 000 t atteignaient chaque semaine Nyala par le chemin de fer. Le reste s'empilait, parfois sous les intempéries. Des tonnages considérables furent ainsi

perdus. Sur les 159 locomotives des chemins de fer soudanais, 101 étaient hors d'usage, ainsi que 1 400 des 5 000 wagons. Lorsque les pluies eurent emporté un pont entre Kosti et Umm Ruwaba, le trafic cessa même complètement pendant trois longues semaines. Par ailleurs, l'erreur du gouvernement américain, qui avait donné à la firme soudano-texane Arkell-Talab l'exclusivité du transport de l'aide américaine, se révélait une faute aussi coûteuse financièrement que désastreuse logistiquement.

La décision de la Communauté économique européenne, le 29 mai, d'établir un pont aérien vers El Geneina, bien que coûteuse, allait débloquer partiellement la situation. L'élément économique a donc été déterminant dans la révolution du 6 avril : d'une part, concrètement ressenti dans les villes par la petite bourgeoisie, il a poussé au mouvement de grève général ; d'autre part, la famine rurale étant vécue comme une énorme humiliation nationale, il a dressé contre le régime Nimeiry non pas tant les victimes elles-mêmes que les éléments éduqués urbains pour qui l'image du Soudan dans le monde était un facteur important.

Second élément de la crise, moins spectaculairement déterminant que l'effondrement économique, la perte de confiance politique est plus directement liée aux ambiguïtés du post-nimeirysme.

Au début de 1985, le président Nimeiry donnait l'impression d'être politiquement aux abois ; l'échec de la politique de « Réconciliation nationale » l'avait amené à rompre avec le Parti unioniste et avec l'Oumma (mahdiste) dont le secrétaire général, Saddiq-al-Mahdi, était emprisonné. Le Sud, dont nous parlerons un peu plus loin, était en pleine rébellion et le Parti communiste, toujours dans la clandestinité. Le parti unique officiel, l'Union socialiste soudanaise (SSU) n'était qu'une forme vide, déchirée entre les factions (militaires, « mencheviks » survivants de mai 1969, « islamistes », etc.). Seuls les Frères musulmans, dirigés par Hassan-al-Tourabi, soutenaient le régime, un soutien coûteux puisqu'il avait poussé à la radicalisation des « lois islamiques » de septembre 1983 et aussi à la condamnation à mort de Mahmoud Mohamed Taha, leader des Frères républicains. Cette petite formation islamique moderniste qui bataillait pour la liberté de l'information et les droits de la femme, irritait les Frères musulmans par ses progrès dans l'intelligentsia. L'assassinat légal de son secrétaire général, homme âgé et respecté, était apparu à toute la bourgeoisie libérale comme un avertissement sinistre. Désormais, et surtout parmi les dirigeants des syndicats professionnels, chacun se sentait personnellement en danger et, de ce fait, poussé à agir.

Le déroulement en deux temps de la révolution d'avril — grève générale civile, le 4, et coup d'État militaire le 6 — a abouti à

l'instauration d'un double pouvoir. Les artisans du 4 se retrouvent dans le Rassemblement des forces nationales pour le salut public, tandis que les officiers supérieurs forment le Conseil militaire transitoire. Équidistant de ces deux pôles et quelque peu neutralisé par leur double influence, le gouvernement civil est dirigé par le Dr Dafallah Gizouli, président du Syndicat des médecins.

Le Rassemblement des forces nationales est un « chapeau » assez lâche, géré par le Dr Awad-Al-Karim Mohamed, qui regroupe l'Alliance syndicale et quatre partis politiques : l'Oumma, le Parti unioniste, le Baas et le Parti communiste. Parmi ceux-ci, les deux premiers, grands partis traditionnels religieux liés aux confréries des Ansars et de la Khatmiya, ont beaucoup décliné pendant les années Nimeiry. Vieillis, déconsidérés par des querelles internes, ils se sont rapprochés après un siècle d'inimitié. Le Baas, très petit, a rapidement progressé au lendemain du 6 avril, grâce à l'argent irakien. Quant au PC, très éprouvé par la sanglante répression de juillet 1971, il semble renaître de ses cendres. Paré de l'aura de quatorze années de clandestinité où il s'est refait une virginité politique, très souple tactiquement, très « italien », bien géré par un secrétaire général populaire, Ibrahim Nohgoud, il rallie souvent les suffrages d'une « gauche libérale » diffuse, en réalité plus proche des syndicats, mais à laquelle manque un parti. Les syndicats, eux, sont plutôt des corporations bourgeoises (médecins, avocats, professeurs) que de véritables organisations ouvrières. Mais le Soudan attend encore son 1789, et les revenus « bourgeois » sont souvent d'une extraordinaire minceur. L'Alliance syndicale, parée du prestige des vainqueurs de Nimeiry, manque de cohésion interne.

A l'opposé, le CMT rassemble la caste militaire dans tout ce qu'elle a de plus traditionnel (esprit de corps, liens avec les grands propriétaires fonciers, etc.). Ses dirigeants sont tous d'anciens hommes de Nimeiry : le général Swar-ed-Dahad était le chef d'État-Major, chargé de la guerre au Sud. Le général Taj-Ed-Din Abdel Fadul, son second, avait été détaché par la Military Intelligence (MI), le Service des Renseignements militaires, pour servir de liaison avec la State Security Organization (SSO) la police secrète détestée et crainte de la dictature. Le général Mohamed Tewfik Khliil dirigeait les services de l'Intendance militaire, impliqués dans de nombreuses opérations commerciales. A Khartoum, dans la rue, les gens disent en manière de plaisanterie : « Avant nous avions un Nimeiry, maintenant nous en avons quinze » (c'est le nombre des généraux, membres du CMT). Parmi ceux-ci, deux Noirs du Sud seulement, les généraux Fabian Atang Long, un Dinka du Bahr-el-Ghazal, et James Loro, un Bari de l'Équatoria.

Le cabinet civil a été plus ou moins imposé aux militaires par le Rassemblement des forces nationales au lendemain du coup d'État. La grève générale avait d'ailleurs été prolongée de 48 h (du 6 au 8 avril) à titre de coup de semonce envers le CMT et son anti-nimeyrisme de fraîche date. Les partis Oumma et Unioniste auraient préféré comme Premier ministre Mirghain-Al-Nasri, président du Barreau soudanais. Mais, signe des temps et des rapports de force au sein du Rassemblement, c'est le candidat des syndicats, le Dr Dafallah Gizouli, qui l'emporta. Son cabinet est très homogène. Composé d'hommes capables, d'âge moyen, excellents techniciens dans leurs domaines respectifs, qui se sont tenus éloignés de la SSU et de la politique nimeiriste, il est très « étroit » socialement et géographiquement. Dix des quinze ministres sont des bourgeois, membres des professions libérales ou banquiers, presque tous originaires de la région centrale. Pas de représentants de ces minorités « musulmanes africaines » (Four, Beja, Nouba, Danagla, Hadendowa) que vise la propagande du colonel John Garang, chef du SPLA, le mouvement de la guérilla sudiste. Il n'y avait que trois sudistes au cabinet, Peter Gatkwoth (Transports) Samuel Aru Bol (Irrigation) et Oliver Albino (Fonction publique). Ce dernier, arrêté à Riyad pour trafic de stupéfiants, n'a pas été remplacé. Les ministres « sudistes » sont considérés avec suspicion par les sudistes eux-mêmes qui les accusent d'être peu représentatifs, liés à l'ancien régime et corrompus. Les deux derniers membres du Cabinet, Abbas Medani (Intérieur) et le général Osman Abdallah (Défense), également membre du CMT, ont été imposés par l'armée.

Proche au départ de l'Alliance syndicale dont provenaient plusieurs de ses membres, le Cabinet civil est soumis depuis juin à une pression croissante de l'armée par l'intermédiaire du général Osman Abdallah, qui, plus que le général Swar-ed-Dahab, apparaît de plus en plus comme le nouvel « homme fort » du régime transitoire.

Au Sud, le SPLA est parfaitement conscient de cette situation de double pouvoir et cherche à jouer sur les contradictions qu'elle entraîne. La stratégie du SPLA est entièrement différente de celle du mouvement Anya-Nya qui lutte contre le Nord pendant la longue guerre civile de 1955-72. Les Anya-Nya réclamaient l'indépendance du Sud-Soudan et s'appuyaient exclusivement sur les ethnies noires chrétiennes ou animistes. Le SPLA vise le pouvoir à Khartoum et recherche l'alliance des ethnies africaines islamisées du Nord. Cette différence de perspective est essentielle pour comprendre la problématique actuelle des relations Nord/Sud.

Bien accoté à ses bases arrières situées en Éthiopie dans la région de Gambela, le colonel John Garang contrôle environ les deux tiers de l'ancienne région autonome du Sud. A partir de cette

position de force, il tente d'entraîner les 30 ou 35 % de musulmans noirs du Nord dans son camp. Il a déjà largement réussi en ce qui concerne les Nouba du Sud-Kordofan dont un segment, dirigé par Yakoub Ismail, ancien officier des Forces armées soudanaises, se bat à ses côtés. Les émissions de « Radio SPLA » sont écoutées avec attention au Darfour et le leader four Ahmed Diraiige, réfugié à Londres, hésite à le rejoindre. Or ces Noirs musulmans sont la masse de manœuvre (60 à 70 %) de l'armée soudanaise dont seuls les officiers sont « arabes ». Ce qui a entraîné, en septembre 1985, une série de mutineries parmi les soldats noirs des casernes d'Omdurman et Khartoum-Nord. L'inquiétude du CMT devant ce problème est considérable et le ministre de la Défense, le général Osman Abdallah, cherche activement à recruter des soldats « arabes ».

Le cessez-le-feu décidé le 19 octobre 1985 par le SPLA pour une durée de quinze jours a été négocié dans des conditions très particulières. Après avoir refusé de recevoir le ministre noir Peter Gatkwath envoyé à Addis-Abeba par le CMT, le leader du SPLA a accepté de discuter avec les représentants « arabes » de l'Alliance syndicale, Mohamed Omar Beshir et Adnan Hardallou. Ce geste était calculé. En effet, l'Alliance syndicale avait obtenu des militaires, au lendemain de la révolution, la promesse d'élections libres en vue de la création d'une Assemblée constituante, et ceci dans un délai d'un an, c'est-à-dire avant le 6 avril 1986. Or les revendications de l'Alliance syndicale (abolition des lois islamiques de septembre 1983, effacement de l'armée, création d'un État fédéral donnant leur place à *toutes* les entités régionales) sont très proches de celles du SPLA. Devant le glissement du CMT vers un refus des élections, expliqué par l'état de guerre régnant au Sud, le geste du colonel Garang constitue une contre-attaque politique importante. Face à l'armée, c'est l'esquisse d'une alliance guérilla-syndicats qui est en jeu et, au-delà, c'est de l'avenir du Soudan et de son identité culturelle qu'il s'agit.

Alors que la famine recule mais que l'économie stagne, les forces politiques se divisent entre les partisans d'un nimeirisme sans Nimeiry (l'armée, les Frères musulmans), ceux d'un léger réaménagement du statu quo (l'Oumma, les Unionistes, une partie de la bourgeoisie d'affaires) et ceux d'une « nouvelle donne » (SPLA, syndicats, Parti communiste) qui aboutirait à un régime civil, démocratique et surtout fédéral, pour faire leur place aux diverses minorités africaines, musulmanes ou non, marginalisées depuis trente ans par le pouvoir « khartoumien » hérité de la colonisation. Ce pouvoir joue la carte de l'arabité, et celle-ci, au Soudan, ne se confond plus aujourd'hui avec celle d'un islam qui « s'africanise ».



C'est là l'enjeu de la révolution du 6 avril, dont les artisans se réfèrent sans cesse au souvenir de la révolution d'octobre 1964 qui avait renversé la première dictature militaire, celle du maréchal Abboud. Son échec a débouché sur la seconde dictature militaire de Nimeiry. Les mois à venir diront si cet énorme et confus effort de « recentrage » de la société soudanaise peut effectivement déboucher sur une solution politique cohérente et durable au niveau de l'État et de la constitution.

### REPÈRE BIBLIOGRAPHIQUE

- BESHIR (Mohamed Omar) ed., *Sudan: aid and external relations*, Khartoum, Presses de l'Université de Khartoum. [Une série d'essais sur l'aide et les problèmes des choix internationaux sous Nimeiry.]
- GRESH (Alain), « Le Soudan après la dictature », *Le Monde diplomatique*, octobre 1985. [Excellente mise au point, plus précise sur le Nord que sur le Sud.]
- GURDON (Charles), *Sudan at the crossroads*, Londres, Menas Press, 1984. [Bref et concis ; le point de la situation politique intérieure depuis l'indépendance, avec une vue précise des années 1980. L'auteur avait parfaitement prévu le scénario de la révolution d'avril.]
- KHALID (Mansour), *Nimeiry and the revolution of dis-may*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1985. [Plaidoyer pro-domo d'un ex-ministre de Nimeiry, aussi intéressant pour ses silences que pour ce qu'il révèle.]
- PARFITT (Tudor), *Operation Moses*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1985. [L'exode des Falashas et ses répercussions.]
- SUDAN PEOPLES LIBERATION MOVEMENT, *Sudan today*, Londres, Community Press, 1985. [Les positions du SPLM sous forme d'un texte polémique mais exempt de « langue de bois ».]